

COMMUNIQUÉ FINAL

Colloque Régional sur le Dialogue Interreligieux

Le **Colloque régional sur le dialogue interreligieux**, intitulé « *Musulmans et chrétiens dans la construction de sociétés pacifiques et fraternelles en Afrique et à Madagascar* », organisé conjointement par la Conférence Épiscopale de Guinée et le Dicastère pour le Dialogue Interreligieux (Vatican) dans le cadre **du lancement de l'Année jubilaire marquant le 150^e anniversaire de l'évangélisation en Guinée**, s'est tenu à Conakry (République de Guinée) du **lundi 9 au mercredi 11 février 2026**, dans la Salle polyvalente Mgr Raymond-Marie Tchidimbo de l'Archevêché de Conakry.

La rencontre a réuni plus de soixante **Autorités religieux musulmans et chrétiens**, des **Évêques responsables** des Commissions pour le Dialogue Interreligieux en Afrique francophone de l'Ouest et centrale (Sénégal, Mali, Burkina Faso, Bénin, Cameroun, Congo, République Centrafricaine, Tchad, Niger, Madagascar, Gabon, Guinée et Maroc), **le Secrétaire et l'Officiel** du Dicastère pour le Dialogue Interreligieux, **le Nonce Apostolique** en Guinée et au Mali, des **Autorités gouvernementales et civiles** de la République de Guinée, des **Universitaires** ainsi que des **Acteurs** de la société civile.

1. Contexte

Ce colloque s'inscrit dans les efforts régionaux et internationaux visant à promouvoir la paix durable, la cohésion sociale et la fraternité humaine en Afrique et ailleurs. C'est dans un contexte marqué par des défis persistants, notamment les conflits armés, la radicalisation religieuse, les tensions identitaires, la mondialisation de l'indifférence, l'instrumentalisation de la religion et de la composante ethnique pour des gains personnels ou institutionnels, les migrations forcées, les diasporas africaines et les crises humanitaires et écologiques.

Les participants ont réaffirmé que **le dialogue islamo-chrétien et la diplomatie religieuse constituent un levier essentiel pour la prévention et la gestion des conflits**, en particulier face aux dynamiques de radicalisation religieuse, favorisant ainsi le dialogue, la médiation, la cohésion sociale et la consolidation du vivre-ensemble pacifique. Ils ont également souligné la nécessité d'une coopération renforcée entre les Responsables religieux et les Autorités gouvernementales et civiles dans le respect des compétences propres à chacun et des responsabilités communes.

2. Constats principaux

Les travaux ont permis de dégager les constats suivants :

- i. Plusieurs pays et communautés conservent précieusement la culture de la rencontre, du vivre-ensemble et de la coexistence interreligieuse pacifique et respectueuse ; les liens de sang et la vie communautaire demeurent des aspects importants.
- ii. Les conflits et les formes de radicalisation à caractère religieux se concentrent principalement dans certaines régions d'Afrique, notamment **la bande sahélo-saharienne** (Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad, nord du Nigeria), marquée par la présence de groupes extrémistes et des conflits mêlant insécurité, gouvernance fragile et tensions communautaires ; **le bassin du lac Tchad**, où les violences des groupes extrémistes combinent radicalisation religieuse, pauvreté et marginalisation historique ; ainsi que **certaines régions d'Afrique de l'Est et centrale** (Est de la R.D. Congo, République Centrafricaine, nord du Mozambique), où les conflits armés intègrent une dimension religieuse souvent imbriquée à des enjeux économiques et identitaires.
- iii. Dans l'ensemble, ces situations relèvent **moins de conflits strictement religieux que de dynamiques complexes associant des facteurs politiques, socio-économiques et sécuritaires**, la religion servant fréquemment de vecteur de mobilisation.
- iv. La méconnaissance réciproque, les préjugés et les interprétations exclusivistes des textes sacrés constituent autant de facteurs de tensions intercommunautaires.
- v. L'islam et le christianisme disposent de ressources spirituelles, morales et culturelles significatives, vécues et portées par leurs fidèles, susceptibles de contribuer de manière décisive et en toute sincérité

à la promotion de la paix, de la justice et de la fraternité. À ces éléments s'ajoutent la pratique de l'arbre à palabre, les relations de cousinage/parenté à plaisanterie ainsi que le cadre philosophique de l'*Ubuntu*¹. Ces traditions constituent des mécanismes endogènes de prévention et de gestion des conflits intercommunautaires.

- vi. Un dialogue interreligieux efficace repose sur la formation, la connaissance mutuelle, le respect mutuel et l'enracinement dans les réalités locales.
- vii. L'État joue un rôle central dans la garantie de la liberté religieuse et de la liberté de conscience, dans la promotion de l'égalité citoyenne et dans la mise en place de cadres de concertation inclusifs.
- viii. La crédibilité et l'efficacité du dialogue interreligieux dépendent de l'engagement des institutions légitimes et des politiques publiques inclusives.

3. Convictions communes

Les participants affirment que :

- i. La fraternité humaine constitue un horizon éthique commun favorisant la coexistence pacifique.
- ii. Les religions sont appelées à contribuer à la prévention et à la gestion des conflits, à la médiation et à la cohésion sociale —non à devenir des sources de division ! Elles ne doivent jamais servir de prétexte à la domination, à la contrainte, à l'imposition de la vérité ni à des desseins politiques sous-jacents.
- iii. Le dialogue islamo-chrétien authentique repose sur le respect mutuel, la connaissance de l'autre et de sa religion, l'écoute, le respect de la dignité humaine et la liberté de conscience.
- iv. La diplomatie religieuse constitue un levier essentiel pour la prévention et la gestion des conflits, en particulier face aux dynamiques de radicalisme religieux, en favorisant le dialogue, la médiation et la reconstruction du tissu social et du vivre-ensemble en paix.
- v. La paix durable est indissociable de la justice sociale, de la bonne gouvernance et du respect des droits humains.
- vi. Les jeunes, les femmes et les acteurs de la société civile sont des partenaires essentiels dans le dialogue interreligieux, les processus de paix durable et la fraternité universelle.

4. Recommandations

Les participants recommandent :

- i. **De rappeler** que, même lorsque certaines nations semblent aujourd'hui épargnées par les manifestations les plus visibles du radicalisme religieux, de l'extrémisme violent et des conflits armés, la paix n'est jamais un acquis définitif, mais une œuvre fragile qui requiert discernement et engagement constants.
- ii. **De souligner**, à la lumière de la richesse spirituelle de l'islam et du christianisme, mise en évidence par les travaux de ce colloque, la responsabilité éthique et spirituelle des leaders religieux et civils, ainsi que **l'urgence d'une formation permanente**, en particulier celles des responsables religieux, des jeunes et des femmes, afin de prévenir toute instrumentalisation de la religion, notamment par **l'intégration de l'éducation au dialogue interreligieux, à la paix et à la citoyenneté** dans les systèmes de formation religieuse et académique.
- iii. **De renforcer** les cadres nationaux et régionaux de dialogue interreligieux à travers des mécanismes institutionnels durables et des plateformes interreligieuses inclusives.
- iv. **De développer** une collaboration structurée entre les institutions religieuses et les autorités publiques en vue de la gestion et de la prévention du radicalisme religieux et de l'extrémisme violent, ainsi que de la lutte contre les discours de haine.
- v. **De passer** d'une laïcité comme séparation de l'État de la Religion à une laïcité participative.

¹ *Ubuntu* est une philosophie africaine, particulièrement répandue en Afrique australe, qui affirme que l'identité et la dignité humaine se construisent à travers la relation aux autres. Elle est souvent résumée par l'expression : « *Je suis parce que nous sommes* ».

- vi. **De promouvoir** une approche contextuelle du dialogue interreligieux, respectueuse des réalités locales et de l'autonomie des institutions religieuses.
- vii. **De mettre en œuvre** des projets conjoints musulmans-chrétiens en faveur de la paix, du développement humain intégral et de la solidarité, en s'inspirant du *Document sur la fraternité humaine pour la paix mondiale et la coexistence commune* (Abou Dhabi, 4 février 2019) et la vulgariser pour qu'il soit connu par tous.
- viii. **D'appeler** les organisations internationales à ne pas se rendre complices de certaines formes d'injustice en Afrique et à Madagascar, et **d'exhorter** les pays étrangers à éviter toute implication directe ou indirecte susceptible de diviser les peuples africains ou de porter atteinte aux intérêts légitimes et à la souveraineté des nations africaines.
- ix. **D'impliquer** davantage les jeunes et les femmes dans le processus de dialogue et de pacification des sociétés africaines.
- x. **D'établir** des mécanismes de suivi et d'évaluation afin d'assurer la mise en œuvre effective des présentes recommandations.

5. Perspectives

Les participants expriment le souhait que ce Colloque contribue durablement au renforcement du dialogue interreligieux en Afrique et à Madagascar et serve de référence pour des initiatives similaires dans d'autres régions. Ils réaffirment leur engagement à œuvrer conjointement pour une Afrique pacifique, fraternelle et solidaire, fondée sur le respect de la dignité humaine, la justice et la coexistence pacifique.

Remerciements

Les participants expriment leur gratitude à la Conférence Épiscopale de Guinée, au Dicastère pour le Dialogue Interreligieux, à la Nonciature Apostolique en Guinée et au Mali, au Gouvernement de la République de Guinée, aux Autorités religieuses musulmanes et chrétiennes, ainsi qu'à l'ensemble des partenaires institutionnels ayant contribué à la tenue du colloque.

Fait à Conakry, le 11 février 2026

Signataires

Pour le Dicastère pour le Dialogue Interreligieux

Rev. Mgr Indunil J. KODITHUWAKKU K.

Secrétaire du Dicastère pour le Dialogue Interreligieux

Pour la Conférence Épiscopale de Guinée

+ S.E. Mgr Alexis Aly TAGBINO

Évêque de Kankan et Président de la Conférence Épiscopale de Guinée

Pour les Responsables Musulmans

El Hadj Mohamed Mansour FADIGA

Vice-Président du Haut Conseil Islamique de Guinée

Pour les Commissions Épiscopales pour le Dialogue Interreligieux

S.Em. Dieudonné Card. NZAPALAINGA, CSSp.

Archevêque Métropolitain de Bangui et Représentant des commissions épiscopales pour le Dialogue interreligieux

Pour le Gouvernement de la République de Guinée

S.E. Monsieur Karamo DIAWARA

Ministre Secrétaire Général des Affaires Religieuses de Guinée

Pour la Nonciature Apostolique en Guinée et au Mali

S.E. Mgr Jean-Sylvain Emien MAMBE

Nonce Apostolique en Guinée et au Mali

Pour l'Archidiocèse de Conakry

+ S.E. Mgr Vincent COULIBALY

Archevêque Métropolitain de Conakry et personne référente de la Conférence Épiscopale de Guinée pour le Colloque